

Secrétariat central
Steinerstrasse 35
Case postale
3000 Berne 6

Téléphone +41 31 357 57 57
Téléfax +41 31 357 57 58
info@sev-online.ch
www.sev-online.ch

Manuel Avallone
Direct +41 31 357 57 10
Mobile +41 79 434 46 71
manuel.avallone@sev-online.ch



Conférence de presse de l'Union syndicale suisse

Je suis déjà suisse depuis longtemps – mais je vais me faire naturaliser!

Manuel Avallone, vice-président SEV

J'aimerais d'abord remercier toutes les suissesses et tous les suisses avec un passeport suisse qui ont déposé dans l'urne un Non à l'initiative de mise en oeuvre de l'UDC. Je les remercie d'avoir remarqué que, si cette initiative avait été acceptée, les valeurs fondamentales de la Suisse auraient été sapées de manière encore bien pire qu'avec l'initiative sur le renvoi. Mais même si l'initiative de mise en oeuvre a été rejetée, je m'en réjouis dans une moindre mesure. Car maintenant c'est l'initiative sur le renvoi qui va être appliquée. On nous apparente, nous les suisses sans passeport suisse, non pas à la peste mais quand même au cholera.

Je suis né en Suisse, je suis allé à l'école en Suisse, j'y ai fait toutes mes formations, j'ai payé mes impôts et me suis toujours engagé pour le bien-être de ce pays et de ses habitants.

Depuis 2008, je suis vice-président et membre de la direction syndicale du Syndicat du personnel des transports SEV. Le SEV est le deuxième plus grand syndicat de l'USS. Je dirige les négociations avec nos grands partenaires sociaux, les CFF SA et CFF Cargo SA. Leurs deux conventions collectives de travail règlent les conditions d'engagement de quelque 30'000 cheminotes et cheminots, dont 90% sont des suissesses et des suisses qui m'accordent leur confiance, à moi, un fils d'immigré.

Je suis un fils d'immigré, autrement dit un suisse sans passeport suisse. Il y a des milliers de gens comme moi en Suisse et je suis convaincu que chacune et chacun d'entre nous ici en connaît au moins dix.

En tant que suisse sans passeport suisse, je me sens chez moi en Suisse. J'ai le sentiment profond que c'est à ce pays que j'appartiens. Mes parents se sont donnés beaucoup de peine pour nous élever, mes deux frères et moi, de manière à ce que nous ne nous fassions pas trop remarquer. Et c'est ainsi que la plupart des migrantes et des migrants ont élevé et élèvent encore leurs enfants. Je prétends que la grande majorité parmi les plus de 2 millions d'habitants de Suisse sans passeport suisse sont aussi bien intégrés dans ce pays que je le suis.

Tout le monde le sait: l'intégration n'est pas une voie à sens unique. Pour parler véritablement d'intégration il faut deux partenaires. Les uns qui doivent s'intégrer, ce sont les immigrés ou étrangers, les enfants d'immigrés qui sont les suisses sans passeports suisses. Les autres, qui doivent veiller à ne pas ériger des obstacles mais plutôt fournir les conditions pour une intégration optimale, ce sont les suissesses et les suisses, les gens qui ont leurs racines en Suisse.

Je le dis haut et fort: la Suisse officielle ne m'a pas donné l'impression d'appartenir à ce pays. Durant mes 54 ans passés en Suisse, personne ne m'a jamais invité à prendre la nationalité suisse. J'ai fait une première expérience à l'âge de 8 ans, avec James Schwarzenbach (Action nationale)

et son initiative contre l'emprise étrangère, qui a été rejetée en 1970 par 54% des voix. Les immigrants ont eu alors très peur de devoir quitter la Suisse. Et le petit garçon que j'étais ne pouvait tout simplement pas s'imaginer devoir quitter l'environnement qu'il connaissait, ses amis suisses, son école, sa ville de Thoune.

C'était il y a 46 ans. Et maintenant, 46 ans plus tard, peu de choses ont changé. L'UDC a entre-temps repris le rôle de pourvoyeur de la xénophobie. Les forces anti-démocratiques, sous la direction de l'UDC, ont réussi à donner une certaine respectabilité aux attaques contre les valeurs démocratiques fondamentales et à remettre en question le partage des pouvoirs dans notre démocratie. Afin d'atteindre cet objectif, elles ont utilisé le cliché du méchant étranger criminel, satisfaisant ainsi le sentiment profond de certaines suissesses et certains suisses. Je ne connais personne qui trouve que les criminels étrangers sont une bonne chose ! Mais je connais non plus personne qui trouve que les criminels suisses sont une bonne chose. Ce que l'UDC a également réussi, c'est donner un énorme coup de pied au «cul» de la démocratie en demandant que, pour des délits de peu de gravité, les suisses sans passeport suisse soient punis de manière beaucoup plus dure que les suisses avec le fameux passeport à croix blanche.

Le moment est venu de s'élever contre la politique d'exclusion anti-démocratique de l'UDC. Le moment est venu de ne plus tolérer la politique de boucs émissaires prônée par l'UDC. Le moment est venu de dire stop ! L'UDC doit se rendre compte que le peuple qu'il représente n'est pas aussi bête qu'elle aimerait qu'il soit. Le peuple n'est pas un troupeau de moutons !

Personnellement, je n'accepte plus de servir de cible, à cause de ma nationalité, à la manipulation de masse exercée par la politique raciste de l'UDC. Je vais me faire naturaliser ! Et j'espère que toutes celles et ceux qui remplissent les conditions fassent comme moi, et qu'une énorme vague de naturalisations déferle sur la Suisse. Les syndicats, les partis politiques et d'autres mouvements progressistes doivent devenir actifs et tout entreprendre pour sensibiliser la population sans passeport suisse.

C'est pourquoi nous demandons, nous les suisses sans passeport suisse, avec le soutien de l'USS:

- que tous les partis politiques qui s'engagent pour une politique d'intégration de la population étrangère habitant en Suisse deviennent actifs;
- qu'ils exhortent leurs membres engagés dans les organes politiques au niveau communal ou cantonal de tout entreprendre afin de faciliter les procédures de naturalisation et d'éliminer les obstacles;
- que chaque commune organise des rencontres pour la population sans passeport suisse, afin de lui montrer qu'elle apporte une contribution importante dans la commune pour le bien-être de la Suisse;
- que lorsque les conditions sont remplies pour une naturalisation, les communes contactent activement les citoyennes et les citoyens sans passeport suisse afin de leur présenter clairement les avantages d'une telle naturalisation.

C'est l'intégration et non pas l'exclusion qui nous procurera à tous le bien être ainsi qu'une Suisse sûre !

Pour d'autres informations:

Manuel Avallone, vice-président SEV, 079 434 46 71

29.02.2016